



HAL
open science

Quand s'engager ancre et s'ancrer “ engage ” : les voies plurielles de l'autochtonie au sein des réseaux d'aide aux exilés en Ariège

William Berthomiere, Christophe Imbert

► To cite this version:

William Berthomiere, Christophe Imbert. Quand s'engager ancre et s'ancrer “ engage ” : les voies plurielles de l'autochtonie au sein des réseaux d'aide aux exilés en Ariège. *L'Espace Politique*, 2019, 38 (2), 10.4000/espacepolitique.6832 . hal-02499584

HAL Id: hal-02499584

<https://hal.science/hal-02499584v1>

Submitted on 29 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

38 | 2019-2

Rapports à l'espace et formes d'engagement : ancrage, attachement, territorialisation + Varia

Quand s'engager ancre et s'ancrer « engage » : les voies plurielles de l'autochtonie au sein des réseaux d'aide aux exilés en Ariège

When engagement anchors and anchoring “engages”: the multiple paths of autochthony within refugee aid networks in Ariège

William Berthomière et Christophe Imbert



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/6832>

DOI : [10.4000/espacepolitique.6832](https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6832)

ISSN : 1958-5500

Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Université de Rouen Normandie – Bibliothèque Universitaire



Référence électronique

William Berthomière et Christophe Imbert, « Quand s'engager ancre et s'ancrer « engage » : les voies plurielles de l'autochtonie au sein des réseaux d'aide aux exilés en Ariège », *L'Espace Politique* [En ligne], 38 | 2019-2, mis en ligne le 28 février 2020, consulté le 29 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/6832> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6832>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Quand s'engager ancre et s'ancrer « engage » : les voies plurielles de l'autochtonie au sein des réseaux d'aide aux exilés en Ariège

When engagement anchors and anchoring “engages”: the multiple paths of autochthony within refugee aid networks in Ariège

William Berthomière et Christophe Imbert

- 1 Il y a quarante ans, Danièle Léger et Bertrand Hervieu se demandaient, à l'issue d'un travail de terrain de plusieurs années, si les nouveaux « installés » des Cévennes, des Pyrénées ou du plateau des Millevaches étaient « en passe de devenir de “nouveaux notables” reconquérant, dans les villages en partie vidés de leur substance, les positions sociales auxquelles leur cursus scolaire et leur formation ne leur donnaient plus automatiquement accès ailleurs » (1979, p. 222). Quelques années plus tard, d'autres travaux mettaient en avant l'engagement associatif et politique local des « pionniers » des villes nouvelles françaises et leur entrée dans la notabilité locale (Tillette, 1985 ; Smadja, 1989). Ces recherches, illustratives d'un « retour au local » dans les sciences sociales (Renahy, 2010), avaient pour cadre la France des années 1970 et 1980 qui, sous l'effet de mobilités résidentielles intra-urbaines, des migrations interrégionales et internationales, a vu le peuplement de ses espaces ruraux méridionaux désertifiés et de ses espaces périurbains se transformer en profondeur¹. Que les immigrants soient confrontés à des « établis » (Elias et Scotson, 1965) ou viennent peupler de façon beaucoup plus massive des espaces urbains pionniers, la question de l'engagement dans le lieu est souvent associée au marquage d'un ancrage territorial.
- 2 Le plus souvent, ce processus d'installation dans un lieu qui implique un engagement local a été décrit dans la géographie française en termes d'habiter ou d'ancrage (Imbert, 2005 ; Debarbieux, 2012). Cependant, d'autres concepts et notions issus de la sociologie ont été introduits dès lors qu'il s'agissait de traduire les effets politiques et les ressorts sociologiques de cet ancrage. Parmi ceux-ci, le concept de « capital

d'autochtonie » défini par Jean-Noël Retière (2003) a permis d'articuler une lecture sociologique du changement social en termes de rapports de domination à une lecture ethnologique en termes d'accumulation d'un capital symbolique (de réputation) forgé dans la participation à des activités localement valorisées. Ce cadre théorique a notamment été utilisé pour analyser le maintien dans la notabilité des classes populaires enracinées dans des petites villes et des villages malgré le déclin de la paysannerie et la crise de l'activité industrielle (Renahy, 2010 ; Mischi, 2012). L'introduction du terme d'autochtonie éclaire le fait que la constitution d'un capital symbolique à travers un engagement local compense la faiblesse des capitaux économique et culturel de ces groupes sociaux. Plus que le fait d'« être né ici », il s'agit, comme le précise Retière (2013), d'un « titre de dignité locale protégé »².

- 3 Dans une recherche sur un conflit lié à un programme de construction de logements sociaux dans un quartier gentrifié de Boston, Sylvie Tissot (2010) reprend à son compte le concept de capital d'autochtonie pour déconstruire les récits locaux opposant les « pionniers » ouverts sur l'altérité et les « yuppies » considérant l'arrivée de classes populaires comme susceptible de dévaloriser l'image de leur quartier. Voulant dépasser cette opposition non opérante sur le terrain, elle interprète la défense de ce programme de logements sociaux par l'association de quartier dirigée par les résidents de classes les plus dotées en capital économique et culturel comme une manière pour ceux-ci d'affirmer leur notabilité en contrôlant le peuplement du lieu. Parmi leurs ressorts, ils font appel à la dimension multiscale de leurs ressources sociales qui se traduit par une capitalisation des expériences de mobilité internationale dans un ancrage local. Cette mobilisation de ressources extra-locales dans la constitution du capital d'autochtonie est aussi constatée dans le cas des ouvriers syndiqués ruraux qui disposent de formations, de conseils et de moyens matériels offerts par le siège national du syndicat (Mischi, 2012).
- 4 Dans ce jeu d'échelles, le local apparaît bien identifié comme le territoire sur lequel se joue le retour d'un bénéfice symbolique tiré de l'engagement : la municipalité en France, le quartier aux États-Unis. Ainsi, dans les travaux français, le capital d'autochtonie a pour débouché le plus fréquent les responsabilités municipales (Retière, 2003 ; Renahy, 2010 ; Mischi, 2012). Pourtant il serait intéressant de se demander si la commune est toujours l'horizon unique de l'engagement local. C'est notamment le cas dans certains espaces ruraux peu denses où le maintien de l'identité villageoise, parfois entretenue par des immigrants (Lacave, 1986 ; Sagnes, 2004), n'est pas indissociable de formes d'engagement « local » qui s'étendent sur une échelle extra-villageoise, voire départementale et qui se déploient sur des questions qui présentent des enjeux nationaux et internationaux. Danièle Léger et Bertrand Hervieu (1979) ont déjà montré depuis longtemps que les élus municipaux issus des élites locales traditionnelles (les instituteurs en Ariège, les médecins en Lozère) ont été dépossédés d'une partie des enjeux de la gestion territoriale au profit « d'animateurs » de l'aménagement du territoire en poste dans les administrations déconcentrées, plus ouverts aux porteurs de projets immigrants qui peuvent y déployer les ressources de leur capital culturel (architecture, agronomie, ethnologie).
- 5 Il est donc possible de trouver des circuits extramunicipaux alimentant un capital d'autochtonie alternatif à ceux plus classiques des responsabilités municipales. Et si le capital d'autochtonie se négocie avec des formes d'ancrage multiples, il convient de sortir d'un modèle de mono-autochtonie et d'envisager la coexistence dans un même

lieu de plusieurs formes d'autochtonie. Il ne s'agit pas seulement de constater que l'autochtonie fait l'objet de conflits entre groupes sociaux sur une même scène, mais bel et bien de considérer qu'un même territoire peut être investi par plusieurs régimes d'autochtonie. Cette hypothèse sera appréhendée à partir d'une recherche de terrain menée en Ariège depuis septembre 2017³. L'objectif de l'enquête étant d'appréhender la contribution des migrations internationales au changement social dans les campagnes françaises, celle-ci s'est orientée vers plusieurs sphères d'activité particulièrement investies par ces nouveaux arrivants : l'aide aux exilés, l'accueil touristique, l'agriculture et le maraîchage. Dans chaque sphère, nous nous sommes efforcés de diversifier au mieux les modes de sélection des personnes interrogées, dont nous avons reconstitué les parcours de vie afin de mieux saisir le sens de la présence et de l'engagement. Pour l'aide aux exilés, qui est plus spécifiquement ciblée dans cet article, nous avons assisté à des réunions publiques, mais aussi rencontré des membres de trois « collectifs » : une association basée dans une vallée montagnarde du Couserans comprenant une trentaine de membres ; un collectif d'un village du piémont animé par une dizaine de membres actifs, mais regroupant plus d'une centaine de sympathisants ; une association basée dans la ville de Pamiers, qui fédère plusieurs dizaines de membres résidant dans tout le département et dont l'action s'articule beaucoup plus étroitement avec celle des associations de secours et d'assistance (Emmaüs, Ligue des Droits de l'Homme, Secours Catholique ou Secours Populaire). En deux ans, nous avons constaté une grande porosité entre les sphères d'activité qui interagissent au sein de réseaux sociaux où se retrouvent presque exclusivement des personnes non natives du département. Pour qualifier le rapport à l'autochtonie des enquêtés et faciliter la restitution des résultats de l'enquête, la catégorie indigène de « néo-pyrénéens » a été reprise, bien qu'il s'agisse avant tout de montrer ici l'extrême diversité de son contenu.

- 6 En montrant l'existence de plusieurs groupes de néo-ruraux qui interagissent au sein de champs sociaux spécifiques, nous avons privilégié une approche qui insiste sur la porosité des frontières et les interactions entre groupes qui éclaire la diversité des ressources sociales locales, plutôt qu'une approche soulignant la convergence de parcours et vise vers un horizon de valeurs partagées (Pruvost, 2013).
- 7 Pour bien comprendre l'hétérogénéité des processus d'accès à l'autochtonie, nous poserons préalablement des éléments de morphologie sociale du département de l'Ariège permettant d'analyser le substrat territorial sur lequel repose l'ancrage des personnes. Nous montrerons plus particulièrement la diversité des parcours de ces néo-ruraux qui s'engagent localement. À partir de l'étude d'une forme d'engagement spécifique, les mobilisations pour l'aide aux « migrants » suite à la « crise des migrants » de 2015, nous avons recouru à la théorie bourdieusienne des champs permettant de distinguer trois champs sociaux qui structurent la relation entre l'engagement et l'ancrage locaux et, partant, les modalités d'accès à l'autochtonie : la solidarité, l'émancipation et la libération, dont nous dégagerons les spécificités.

La présence « néo-pyrénéenne » en Ariège : l'apport d'un capital culturel et d'une expérience d'engagement

Une population « néo-pyrénéenne » très dotée en capital culturel qui préfère les petits villages

- 8 Avec seulement 43 % de personnes nées dans le département, pour une moyenne nationale de 51 %, l'Ariège se caractérise par une forte proportion de personnes nées hors du département, comparable à celle observée dans les départements les plus urbanisés⁴. Une combinaison complexe de phénomènes migratoires a contribué à cette présence. L'Ariège connaît depuis plusieurs années des arrivées liées à la périurbanisation (accès à l'habitat pavillonnaire) et à la métropolisation (développement d'emplois industriels liés au secteur aéronautique) de Toulouse, qu'illustre partiellement la proportion de 21 % de natifs d'autres départements de la région⁵ (contre 14 % en moyenne dans les départements français). C'est le nord du département qui est le plus touché (Bataille, 2015), notamment les communes de 2 000 à 5 000 habitants, qui sont celles qui connaissent la croissance démographique la plus importante depuis plus de 20 ans (La Tour du Crieu, Mazères, Saint-Jean du Falga, Saverdun). Ces communes sont aussi celles où sont le plus représentés les natifs du reste de la région.
- 9 Ainsi, la population ariégeoise ne se répartit pas de la même manière dans le département selon son lieu de naissance. Bien que ne représentant qu'à peine plus d'un tiers de la population départementale, les personnes nées hors de Midi-Pyrénées se retrouvent plus nombreuses que les natives d'Ariège dans près d'une commune sur trois. En plus des deux plus grandes communes, Foix et Pamiers, les communes concernées sont soit limitrophes de la Haute-Garonne et de l'Aude, soit de petites communes ayant connu un long déclin démographique depuis la fin du XIXe siècle, principalement dans les EPCI les moins urbanisés : Arize-Lèze, Haute-Ariège et Couserans.
- 10 Le groupe des natifs extra-régionaux se compose pour deux tiers de personnes de 20 à 60 ans, un quart d'entre elles ont plus de 60 ans, alors que les moins de 20 ans y sont relativement beaucoup moins représentés (dans la mesure où la plupart de leurs enfants sont nés en Ariège). Leurs migrations s'échelonnent de la première vague « hippie » des années 1970 à nos jours : en 2014, un tiers d'entre eux n'ont pas déménagé depuis au moins 10 ans ; un sixième depuis au moins 20 ans. Ce groupe se distingue par une proportion de diplômés de l'enseignement supérieur nettement plus élevée que pour les natifs de l'Ariège vivant dans le département (Tableau 1).

Niveau de diplôme	Nés en Ariège	Nés dans le reste de Midi-Pyrénées	Nés dans le reste de la France métropolitaine	Nés à l'étranger	Ensemble de la population ariégeoise	Nés en Ariège, vivant en France hors Ariège

Aucun diplôme ou au mieux BEPC, brevet des collèges ou DNB	40.2	33.0	28.0	46.2	36.3	33,6
CAP, BEP	27.0	24.6	25.3	17.9	24.9	24,0
Baccalauréat (général, technologique, professionnel)	17.4	18.3	18.6	15.3	17.6	18,7
Diplôme d'études supérieures	15.5	24.1	28.1	20.7	21.1	23,7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100

Tableau 1 : Répartition des natifs, immigrants et émigrants durée de vie d'Ariège selon le niveau de diplôme

Source : Insee, fichier MIGCOM, 2014. Exploitation complémentaire.

Champ : Population âgée de 14 ans et plus.

- 11 Cet apport migratoire vient ainsi compenser l'émigration des diplômés du supérieur natifs de l'Ariège. Alors que les diplômés du supérieur natifs de la région résident dans la même proportion dans des communes de plus de 5 000 habitants que dans des communes de moins de 500 habitants, les non natifs de la région sont un tiers plus nombreux à vivre dans des petites communes que dans des grandes communes. Pour ces derniers, le groupe des diplômés du supérieur est même plus nombreux dans les plus petites communes que les titulaires d'un CAP, BEP, contrairement à ce qui se passe pour les natifs de la région. Cette tendance est plus affirmée encore dans le cas des personnes nées à l'étranger, qui sont 45 % à être diplômées du supérieur dans les communes de moins de 500 habitants. Au total, il y a dans cette catégorie des petites communes, significativement plus de diplômés du supérieur nés hors de Midi-Pyrénées (4 110) que nés en Midi-Pyrénées (3 680)⁶.
- 12 Il existe donc en Ariège une population en provenance d'autres régions ou d'autres pays disposant d'un fort capital culturel, pour partie bien ancrée dans des communes de petite taille ayant connu un fort dépeuplement et où elle supplante souvent en nombre les habitants originaires du département. Les statistiques du recensement montrent que les personnes nées à l'étranger sont de façon spécifique plus souvent retraitées et, parmi les actifs, les situations d'emplois précaires (stages, CDD et travail intérimaire) et avec le statut d'indépendant sont plus fréquentes pour l'ensemble des personnes nées hors de Midi-Pyrénées. Si le capital culturel de ces derniers ne se traduit pas par une activité économique salariée stable, l'analyse statistique révèle qu'il est plutôt investi dans l'entrepreneuriat, plus spécifiquement dans deux secteurs économiques où ils occupent plus d'un emploi sur deux : l'hébergement et la restauration ainsi que l'information et la communication.
- 13 Poids démographique important, présence partiellement ancienne, capital culturel conséquent, activité économique ancrée localement, tout ceci suggère une présence affirmée des non natifs de Midi-Pyrénées dans des secteurs du département peu

densément peuplés. Cet ancrage se traduit-il par un engagement public particulièrement soutenu ?

Des expériences d'engagement accumulées dans la mobilité internationale

- 14 Les enquêtes menées dans l'ouest de l'Ariège montrent que le capital culturel d'une partie des non natifs de Midi-Pyrénées est mobilisé dans différents domaines d'engagement : le logement⁷, l'environnement⁸, l'agriculture biologique⁹, l'éducation alternative¹⁰ et l'aide aux migrants¹¹. Ce constat repose non seulement sur le déroulé des parcours des enquêtés eux-mêmes, mais aussi sur l'évocation des personnes composant leurs réseaux sociaux, des observations dans des réunions publiques et les plus importants marchés locaux, la consultation de la presse locale. Les diverses observations de terrain, objectivées par les analyses démographiques qui précèdent, font en effet apparaître une grande majorité de non natifs dans la sphère de l'engagement, avec une grande majorité de retraités.¹² Si l'échantillon des enquêtés n'a pas vocation à donner une vision « représentative » des formes d'engagement, il offre des exemples d'une grande diversité générationnelle et sociale (voir tableau en Annexe). Les parcours de vie des enquêtés présentent des expériences d'engagement souvent précoces, diversifiées et cumulatives. Trois caractéristiques peuvent en être détachées, à partir de l'examen de récurrences et différenciations observées dans les parcours collectés.
- 15 Ces parcours sont ponctués d'aventures initiatiques, d'expériences du déracinement et de recherche de l'altérité, qui s'expriment par des voyages longs, exotiques où les pays asiatiques et la Réunion occupent une place privilégiée, notamment pour les générations nées après 1970. Ces voyages ont été à la fois des moments de formation, par exemple en horticulture à la Réunion ou en médecine tibétaine en Inde ou au Tibet, et des moments d'engagement qui ont, comme pour Serge¹³, parfois pris des formes aventureuses. Touché par le conflit en ex-Yougoslavie, il s'est aperçu en lisant une carte qu'une rivière bosniaque portait le même nom que celle qui coulait près de chez lui. Il décide alors de charger sa voiture de médicaments récupérés auprès d'un ami de Médecins du Monde à Toulouse et se rend sur place en pleine zone de conflit, au grand étonnement des milices locales. Pour ceux qui ont connu de longues expatriations, que l'installation en Ariège se fasse au gré du bouche-à-oreille ou s'impose comme une évidence, qu'elle ait lieu aux franges du périurbain toulousain ou sur un versant escarpé d'une vallée pyrénéenne, l'Ariège est perçue comme « un espace des possibles » où des projets de vie peuvent se structurer à distance d'une pression normative des pouvoirs publics et des sollicitations à la consommation.
- 16 Deuxièmement, l'engagement est très diversement justifié par des motifs politiques. Pour certains, l'engagement dans une cause s'inscrit dans une réflexion politique plus large, pour d'autres, il est plus personnel, et s'y exprime parfois une forme de spiritualité qui se situe en dehors des clivages politiques classiques (anthroposophie, bouddhisme, mouvement quaker). Troisièmement, il existe souvent une grande porosité entre vie professionnelle et engagement. Les agriculteurs sont aussi des personnes engagées dans la promotion de cultures biologiques et dans la lutte contre une agriculture productiviste et polluante. Le choix de l'activité professionnelle est même déjà en soi un engagement local. D'autres personnes mettent leur activité ou

leurs savoir-faire professionnels au service de causes sans liens directs avec leur activité, comme des restaurateurs, comptables ou éditeurs qui mettent leurs compétences au service de l'accueil des demandeurs d'asile.

- 17 En somme, on pourrait conclure qu'il existe d'une part, des formes d'engagement multi-causes chez certaines personnes qui engagent sur plusieurs terrains leur capital culturel et mobilisent leurs expériences passées ; d'autre part, des formes d'engagement diverses et des compétences et ressources complémentaires pour une cause donnée, comme c'est le cas de l'aide aux migrants (comptabilité, création de site Internet, aide juridique, financement collaboratif). S'agit-il d'inscriptions locales qui hésitent entre un « attachement », caractérisé par une forme de repli communautaire et un « engagement », s'inscrivant dans un mouvement citoyen (Sencébé, 2004) ?

Des mobilisations qui s'ancrent dans des champs et des territoires distincts

- 18 Les formes d'engagement observées sur ce terrain d'enquête laissent deviner des attachements aux lieux, et plus encore des formes impératives d'ancrages qui relèvent d'un « nous ne pourrions pas être ici autrement ». Cette manière d'ancrer dans le territoire l'acte d'engagement en faveur des exilés, que revendique par ces mots un collectif ariégeois, témoigne d'une relation singulière à l'espace.
- 19 En premier niveau de lecture, il convient d'insister sur le fait que l'attachement n'est, ici, en aucun cas l'objet d'une exclusive. C'est bien tout l'inverse qui s'exprime dans cette forme d'attachement au lieu puisqu'il s'agit de l'offrir en partage. Permettre l'installation des exilés, repousser ou même encore refuser l'expulsion des déboutés de l'asile sont l'expression de l'attachement au lieu qui s'élabore au sein de ce collectif. À cette échelle de réflexion, l'analyse laisse émerger l'idée d'un attachement au sens d'une appropriation existentielle de l'espace, qui n'est pas sans rappeler l'approche compréhensive portée par l'idée de géographicit  développée par E. Dardel (Raffestin, 1989 ; Elissalde, 2002 ; Ripoll et al., 2005). Interpréter les ressorts de cet attachement pourrait donc s'entendre dans les termes d'une « géographicit  de l'homme comme mode de son existence et de son destin » comme le rappelait Claude Raffestin, et plus encore dans l'idée que l'espace est un enjeu « à travers le temps et dans le temps » (1989 : 29).
- 20 Pour les membres de collectifs ou d'associations en soutien aux exilés, majoritairement rassemblés sous l'étiquette de « néos », le cours de l'histoire définit l'attachement. L'Ariège, qui est vécue pour nombre d'entre eux comme une terre de refuge, se doit d'être hospitalière face aux événements tragiques qui se déroulent en Méditerranée. En miroir, les réticences voire les oppositions qui s'expriment contre ces nouvelles présences témoignent de perceptions qui relèvent de régimes d'historicité distincts. La prégnance du capital culturel accumulé par les néo-ruraux fait droit à l'urgence de la situation, et dans le même temps, à l'expression d'une hospitalité inconditionnelle, et se voit opposer les maux d'un localisme fragilisé par ses propres modes de domination. Les tensions qui se font jour mettent en confrontation un passé patrimonialisé, pensé comme immuable, et un présent « qui est vu comme préparation de l'avenir » (Hartog, 2009, p. 63). Avec ces mots, François Hartog, rappelant la pensée de Marcel Gauchet, nous permet d'éclairer une situation où l'utopie est rapatriée au présent et « en découle la possibilité d'une dénonciation infinie, prise entre le " a devrait être tout autre" et le

“ça ne peut pas être autrement.” » (id., p. 64). Le rapport au temps défendu par les néo-ruraux ne constitue donc en aucun cas un futur partagé par tous quand ses déclinaisons viennent à heurter un présent dont les fondements puisent dans un capital d'autochtonie peu enclin à l'altérité.

- 21 Cette idée d'attachement fondée sur la nécessité impérieuse de s'engager pour la cause des exilés appelle néanmoins quelques réserves. Si nous cherchons à définir l'idée même d'engagement au sein du groupe des néo-ruraux localisés en Ariège, en première instance, il est indéniable qu'elle se donne à voir dans une responsabilité qui place l'individu « face à cet “aujourd'hui” dont il sait sans cesse davantage ne pouvoir se désolidariser » (Mouillie, 2012, p. 338). Pour paraphraser la formule de Camus choisie par Jean-Marc Mouillie pour développer cette notion¹⁴, l'engagement dont font preuve les personnes que nous avons rencontrées peut se définir dans des termes similaires : on ne peut pas se contenter d'être là : *s'établir*, désormais, *oblige*. Leurs propos chement, comme la pensée de Claude Raffestin, vers l'idée que « l'histoire est précisément ce par quoi il y a de la nécessité géographique » (1989, p. 29).
- 22 Pour autant, les « néo-ruraux » ne s'expriment pas unanimement pour l'accueil des exilés. Cette actualité peut aussi révéler des sentiments xénophobes. La question religieuse, et plus précisément celle de la perception de l'islam, peut engendrer un espace en tension. Un entretien réalisé avec un sexagénaire d'origine européenne et installé en Ariège depuis une dizaine d'années – dans le cadre d'une reconversion professionnelle choisie pour profiter des aménités environnementales offertes par ce territoire – a insisté sur l'homogénéité de façade que peut véhiculer la catégorie « néo-ruraux ». L'Ariège, perçu par cet homme comme une terre protestante et vécue familialement comme la possibilité de vivre sa foi par l'étude régulière de la Bible au sein de temples locaux, apparaît dans ses mots comme mise en danger par la « crise des migrants », conduisant à l'implantation de populations musulmanes, « pour qui on est des gens sans importance ». Par ces propos, ce « néo » s'inscrit pleinement dans un régime d'autochtonie, caractérisé par une inquiétude démographique : « le problème, c'est qu'ils arrivent avec beaucoup de jeunes. Ils sont pleins de testostérone ».
- 23 Plus largement, si l'attachement au territoire confirme « l'idée que les individus agissent de manière cohérente, car certains types d'activité sont tenus pour justes et adéquats par les membres d'une société ou d'un groupe social et parce qu'agir d'une autre manière se révèle moralement discutable, particulièrement inopportun, voire les deux à la fois » (Becker, 2006, p. 3), cette idée même d'engagement ne saurait à elle seule réunir l'ensemble des attachements individuels qui forment cet « acteur collectif » qui défend la cause des exilés en Ariège. Plus encore, les résultats de l'enquête laissent entrevoir l'engagement comme un espace social global au sein duquel l'acteur collectif que compose le groupe des néo-ruraux mobilisés par l'accueil des exilés serait l'expression d'une diversité d'interactions plus ou moins directes au sein d'un ensemble de champs distincts.
- 24 L'inscription de l'analyse dans une théorie du champ permet donc d'esquisser l'espace des positions défini par l'action des associations ou collectifs en faveur des exilés. Des premières analyses se dégagent trois champs qualifiés respectivement par un rapport à la domination qui s'exprime en termes de solidarité, d'émancipation et de libération. Comme nous allons l'exposer, la définition de ces champs repose donc sur l'observation « de prises de position différenciées en relation avec les différences constituées dans l'espace des positions » (Bourdieu, 2017) permettant ainsi la caractérisation de sphères

sociales « qui ont leurs règles du jeu propres et leurs intérêts spécifiques »¹⁵. Au premier chef, les différences constituées s'opèrent selon la teneur des relations de sociabilité qui définissent le capital d'autochtonie : s'ancrer « engage » et s'engager ancre. Les trois champs mis en exergue viennent donc définir, *a minima*, un espace de position dont la différenciation interne repose sur différentes formes d'implication de soi (Aunis et al., 2016) : une présence en partage (solidarité), un vécu pour soi mais non exclusif (émancipation), un être en lutte (libération)¹⁶.

- 25 La lecture de l'espace social de l'engagement au filtre de ces trois champs s'est d'autant plus imposée que malgré la dimension réticulaire des registres d'action, le village « continue à s'imposer comme unité réelle » (Bourdieu, 2013, p. 19), et plus encore l'espace du marché. Proximité spatiale et distance sociale viennent à s'agréger au sein de la place du marché, érigeant ainsi cet espace d'interactions en une instance organisatrice de l'espace social de l'engagement. Chacun à leur manière, les néo-ruraux y témoignent de leur attachement au lieu et peuvent aussi éprouver la porosité des frontières qu'instituent leurs registres d'action. Les observations réalisées nous conduisent vers l'idée qu'au sein des différents champs, les relations sociales qui se développent sont certes singulières mais ne peuvent en aucun cas se résumer à des relations duales marquant une limite franche entre néo-ruraux et natifs. Enfin, et *a minima*, privilégier cette approche permet de souligner la diversité des échanges entre ces différents champs.

Le marché villageois, la clé des champs sociaux de l'engagement

- 26 Scène sociale éphémère mais récurrente, le marché est, comme l'avaient déjà mis en évidence les travaux de Michelle de la Pradelle (1998), un espace social où se font des rencontres dans lesquelles les différences de statut social sont neutralisées. Plus qu'un lieu d'échanges économiques, c'est aussi une agora où existe temporairement une « société civile » et, à ce titre, un lieu de ressources central dans le fonctionnement des trois champs de l'engagement que l'on vient d'énoncer. Si cette convergence des champs en un même lieu invisibilise partiellement les rapports sociaux propres à chacun d'entre eux – comme en témoignent la diversité sociale des commerçants et clients, l'apparente convivialité et l'ambiance festive générale – solidarité, émancipation et libération s'y affirment sous des modalités qui leur sont propres.



Figure 1 : Le stand d'un collectif de soutien aux exilés dans un village proche de la vallée de l'Arize
© Céline Gaille/ANR Camigri, 2019

- 27 Le champ le plus visible de l'engagement est celui de la solidarité, qui manifeste souvent sa présence matérielle dans les espaces publics et plus spécifiquement celui du marché (Figure 1). C'est le cas du marché d'une commune de 500 habitants des coteaux du Plantaurel où tous les dimanches matin, des bénévoles du collectif local tiennent un stand pour informer les centaines – parfois les milliers – de passants sur le sort des migrants et les faire adhérer à leur cause. Le champ de la solidarité est ouvert dans la mesure où la défense de la cause est rendue publique et où toute personne attachée à la défendre peut adhérer au collectif en se présentant devant le stand. C'est comme cela que s'est faite l'adhésion de Nicolas¹⁷, apiculteur, jeune trentenaire installé récemment dans une commune voisine – installation guidée par une lecture cartographique des résultats électoraux. Au contraire des piliers du stand qui, comme Serge, sont des retraités ayant une grande disponibilité pour les actions du collectif, celle de Nicolas est beaucoup plus contrainte en période estivale. Pour autant, il est parvenu à concilier les deux activités en accueillant à un rythme hebdomadaire des migrants hébergés au Cada rural voisin pour travailler avec lui dans sa miellerie ou dans son potager (Figure 2). Ayant connu une jeunesse faite de voyages longs et lointains, très ouvert sur les autres, il a trouvé un moyen de s'engager concrètement dans des actions solidaires avec les migrants, depuis cette rencontre fortuite au marché et par-delà les activités du collectif qui cible son action sur les déboutés du droit d'asile.



Figure 2 : Une ancienne résidente d'un CADA rural ariégeois ayant obtenu l'asile peu après aide Nicolas à recueillir du miel

© Céline Gaille/ANR Camigri, 2019

- 28 La solidarité parvient à faire œuvrer ensemble à une même cause une très grande pluralité d'individus, où néanmoins les natifs du département sont moins représentés, comme si cet engagement constituait le ressort principal de l'ancrage, là où les natifs sont ancrés de fait. Or ce miracle du « faire cause commune », qui transcende les différences, n'aurait pas été possible sans des rencontres au marché. Car des différences sociales, il s'en trouve, particulièrement dans une association d'aide aux exilés basée dans une vallée montagnarde du Couserans : deux sexagénaires « babas » anciennement arrivées et très rétives à tout arrangement avec les corps constitués, un chômeur « néo » de 35 ans, une professeure de yoga, elle aussi « néo », de 55 ans peu au fait des affaires du monde, une doctorante biologiste normalienne, une quaker américaine de 60 ans infographiste, un entrepreneur toulousain septuagénaire de droite résident secondaire, une institutrice rurale de gauche quadra native d'Ariège, une enseignante à la retraite de 80 ans d'origine tarnaise et une psychanalyste nazairienne résidente secondaire, un promoteur de la monnaie locale et trésorier de neuf associations arrivé en Ariège il y a plus de 30 ans, quand n'était pas encore né un porteur de projets de Land'Art à destination des espaces publics urbains ; que de profils hétérogènes *a priori* incompatibles avons-nous rencontré lors de l'AG de novembre 2018 !
- 29 Sans interactions récurrentes au marché villageois, il est peu probable que l'association aurait pu recruter dans des horizons sociaux aussi divers. Marc¹⁸, l'entrepreneur évoqué ci-dessus, a ainsi trouvé un débouché différent de celui du club d'entrepreneurs – qu'il fréquente à Toulouse – pour exprimer, selon ses propos, sa « fraternité » et son « humanisme », après que sa femme a eu connaissance des activités de l'association au marché. Déstabilisé par l'audace d'un jeune membre qui a acquis une maison de ville à Saint-Girons pour y accueillir une famille de débutés du droit d'asile, il a estimé, en raison de son aisance financière, devoir faire de même dans le village à côté de celui où il a acquis une maison pour loger deux autres familles. Le marché de ce village a

accueilli une opération de communication de l'association pour informer les habitants de l'achat de cette maison et les préparer à l'accueil de ces familles. Il s'agissait d'ouvrir les portes de la maison et de donner la possibilité à quiconque le souhaitait de la visiter. Ce que fit le maire.

- 30 Le marché se prolonge dans l'espace et le temps au sein de lieux qui servent d'appui aux actions solidaires. Des membres de l'association couserannaise étudiée font vivre une épicerie associative de village, qui redistribue des vivres aux familles d'exilés accueillis. Autre exemple : Noah¹⁹, une franco-australienne qui a repris le bar d'un village du piémont ariégeois de 900 habitants, a fondé un café associatif et organise très fréquemment des événements : concerts, projections de films, expositions photographiques, *etc.* Cette trentenaire, qui a rencontré son mari libanais lors de ses études dans une école d'art appliqué à Bruxelles, dit être solidaire avec le collectif local de défense des exilés évoqué plus haut, sans y adhérer. Sa solidarité se manifeste par des soirées organisées dans son café et l'embauche d'un stagiaire du Cada local. Si l'étiquette de « néo » n'est pas toujours simple à porter, alors que pour elle « ici, ce sont les étrangers qui créent du travail », elle se réjouit de voir les joueurs de belote réinvestir les lieux après plusieurs mois d'hésitation. Le jour de marché, elle fait miraculeusement salle comble, car la vie publique de village manquait d'animation. Or plusieurs « néos » se sont associés pour faire revivre ce marché qui avait disparu depuis quelques années. Plus tôt, à la fin des années 2000, c'est le marché du Mas d'Azil qui s'est trouvé revitalisé à mesure que des « néos » s'installaient, allant jusqu'à piétonniser une rue où se sont installés une boulangerie bio, une brasserie et un atelier de réparation de meubles. Le marché est ainsi un bon indicateur du dynamisme de la vie sociale d'un village et à certains égards, de l'engagement de ses habitants.
- 31 Contrairement au champ de la solidarité où l'on évite les sujets politiques pour ne pas créer de dissensions, celui de la libération se fonde dans le partage de valeurs contestataires. Un éditeur qui fait preuve de beaucoup d'initiatives, Gaspard²⁰, avait créé un collectif de soutien aux migrants déplacés de Calais vers un Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO) ariégeois et pour protester contre leurs conditions d'accueil. Se distinguant selon lui des autres collectifs, qui dialoguent avec les autorités publiques, l'action de celui-ci visait à faire des migrants des acteurs politiques, et tout un réseau s'est constitué, mobilisant notamment des avocats de Toulouse impliqués dans la défense des sans-papiers. Aujourd'hui dissout, le collectif s'était constitué rapidement selon des modalités « classiques » pour Gaspard, la distribution de tracts dans des marchés. D'une manière différente, mais tout aussi forte, cet engagement est indissociable d'un ancrage dans le lieu. Ce qui différencie entre eux les agents de ce champ, c'est l'ouverture à l'environnement local, qui va de la culture d'un entre-soi exclusif à celle du partage de la vie ordinaire des habitants.
- 32 Cette dernière situation est celle qui convient le mieux au précédent enquêté. Celui-ci réside depuis plus d'une année dans une maison accueillant plusieurs ménages, au sein d'un lotissement pavillonnaire périphérique d'un bourg de 1 000 habitants. Il s'est présenté à ses voisins, presque exclusivement des natifs du village, leur a expliqué que les familles installées avaient toutes une profession, misant en cela sur le travail comme facteur de respectabilité. Le maire du village lui met régulièrement à disposition une salle multimédia pour des soirées débats et la diffusion de films militants. Tout récemment, il a pris la tête dans le quartier d'un comité qui proteste contre le passage d'un mode collectif de collecte des ordures à un mode individuel.

- 33 Si pour ce dernier champ, le marché est souvent un lieu de reconnaissance et de rencontre entre pairs, pour celui de l'émancipation, composé souvent de producteurs, c'est avant tout un lieu où l'on écoule ses produits. Mais cet échange n'est pas seulement marchand (de la Pradelle, 1998), il est une relation sociale qui peut conduire à l'accueil informel d'un sans-papiers, comme l'ont fait Tiziana et Frank²¹ (Figure 3) avec Mamadou. Ces deux agriculteurs suisses vivant dans le piémont ariégeois, pionniers du bio, ont rencontré un artiste circassien toulousain cherchant un abri pour un jeune migrant qui n'avait pu obtenir le statut de mineur non accompagné. Bien que débordés par leur activité agricole, ils l'ont accueilli durant quelques mois, ce qui n'est pas allé sans malentendus entre le couple ancré dans la terre et le jeune urbain se sentant trop loin de tout.



Figure 3 : le ramassage des foin à la main sur un terrain escarpé de la ferme de Frank et Tiziana avec l'aide des résidents du moment

© Céline Gaille/ANR Camigri, 2019

- 34 En outre, Tiziana, qui dit parfois mal comprendre « certains jeunes qui sont contre tout », est entrée au conseil municipal de la petite commune où elle réside, « parce qu'il manquait une femme », elle a dépanné le maire sortant. Contrairement aux deux autres champs, dans le champ de l'émancipation, l'ancrage précède l'engagement plutôt qu'il en procède. Et il ne le rencontre pas toujours, ce qui constitue un facteur différenciateur au sein de ce champ. Des « néos », fraîchement arrivés du Tessin pour créer un « écodomaine », sont assez indifférents à la cause des exilés. Leur installation est celle du choix d'un lieu. Alors que pour Frank, l'Ariège est « un espace pionnier » où « il y en a pour tout le monde », pour Luc et Sophie, l'installation ressemble à un « retour à la maison ». Cette familiarité immédiate s'est cristallisée dans le marché où « il y a des gens qui nous ressemblent ». Ainsi, Luc et Sophie²² sont partis ailleurs plus pour retrouver du même que pour aider l'autre. Mais cette position est peut-être amenée à évoluer au fil de leur ancrage. Par exemple, Luc apprécie beaucoup parler avec les vieux du village le jour du marché. Pour les personnes en quête

d'émancipation, le marché est le moment de la rencontre qui les sort d'un quotidien très pris par les activités domestiques, agricoles ou artisanales.

- 35 L'ancrage s'institue ici dans une proximité plus forte avec les natifs, tout en intégrant un système de valeurs perçu comme primordial. Luc nous indique qu'à son arrivée, il a commencé à faire du bois dans des proportions bien plus importantes que celle nécessaire aux besoins de la maisonnée, comme pour attester de sa légitimité dans le lieu. A contrario, l'émancipation place ces familles en dehors du système scolaire local en préférant l'éducation à domicile ou bien encore des écoles alternatives comme les établissements issus de la pédagogie Steiner Waldorf. Au début des années 1990, Frank a été parmi les fondateurs de la première école de ce type en Ariège. Située dans la vallée de l'Arize, elle regroupe des enfants de « néos » installés de plus ou moins longue date en Ariège mais aussi des enfants de cadres internationaux insérés professionnellement dans le secteur de l'aéronautique, très présent dans le périurbain toulousain.
- 36 Ainsi, dans une même dynamique, le champ de l'émancipation met au jour des relations sociales qui témoignent d'une porosité de ses frontières, tout en maintenant des limites, notamment en termes éducatifs. L'ancrage est ici conjugué dans un enracinement qui puise à la fois ses ressources au sein du marché, représenté comme un espace de rencontres et de dialogue, et dans des espaces singuliers, comme l'école Steiner Waldorf, les réinscrivant dans un monde ouvert qui donne sens à leur ancrage local. L'idée d'une appropriation existentielle des lieux, « du sentiment d'être à sa place chez soi »²³, caractérise cette modalité de l'ancrage.

Des « néos » à la manœuvre, ou la fabrique de l'ancrage

- 37 De ce premier niveau d'analyse, opéré depuis l'espace du marché, la lecture des modalités de l'ancrage des néo-ruraux – au prisme de leur engagement en faveur des exilés – ouvre la voie vers une pluralité de registres d'action mettant au jour la fabrique de l'ancrage. Définir « l'action qui convient » pour les agents inscrits dans les différents champs qui composent l'espace social de l'engagement nous met face à « des cadres explicatifs qui mettent en œuvre des concepts normatifs et un concept de rationalité adaptative » (Thévenot, 1990, p. 7) qu'il est nécessaire d'explorer.
- 38 À l'échelle de l'association d'aide aux exilés, dont nous suivons les actions depuis plus d'une année maintenant, le champ de la solidarité se structure au niveau individuel sur la base d'une intention, d'une volonté d'agir. Isabelle²⁴ témoigne de cette relation en évoquant la diffusion de la photographie du corps de Aylan Kurdi découvert sur une plage turque, le 2 septembre 2015 :
- « À ce moment-là, je me suis dit : qu'est-ce que j'aurais fait au moment des nazis ? J'ai décidé de mettre en place un petit groupe pour accueillir des familles. On a eu deux familles de Syriens. On a décidé de se mettre en association. Je ne sais même pas ce que sont les lois sur l'immigration. Mon idée, c'est d'aller là où les gens sont différents pour les convaincre. Je veux faire des choses qui me semblent justes. Je ne veux pas avoir des idées sur tout, mais agir. Je veux de la joie. C'est la ligne que je défends dans l'association. Mon intention, c'est de partager la joie qui m'habite. »
- 39 Cette volonté d'agir et de donner du sens à son existence face à un événement historique tel que la guerre en Syrie a poussé Isabelle à partager son engagement à partir de relations horizontales, en veillant à repousser au plus loin les frontières ou les clivages de toutes sortes. Par son registre d'action, elle aura su mettre autour d'une

même table des personnes inscrites dans les réseaux de l'économie sociale et solidaire, dans le développement d'agricultures alternatives ou bien encore d'anciens cadres ou chefs d'entreprise ayant choisi l'Ariège pour leur retraite comme nous avons pu le souligner précédemment²⁵. En privilégiant cette approche, comme peut également le faire Annie, à l'origine d'un collectif en faveur des déboutés du droit d'asile, la fabrique de l'ancrage s'affirme comme un processus à double détente.

- 40 Ces « communautés » de « néos » que forment les membres de ces deux groupes, poussés par leur élan de solidarité envers les exilés, doivent avant tout élaborer les termes d'une compréhension mutuelle. Définir la voie d'une action collective a pour contrainte l'hétérogénéité interne qui caractérise ce type de groupes. Comme nous avons pu l'observer, la composition d'un bureau d'association ou bien encore le choix de s'allier dans l'action à des collectifs, identifiés sur la base de leurs positionnements idéologiques ou bien encore d'affiliations politiques, composent l'un des rouages de l'ancrage qu'il s'agit de protéger au maximum des blocages. La maîtrise de ces fragilités permet de sceller un ancrage construit sur la base de réseaux multi-niveaux.
- 41 De cette capacité, l'action collective tire les ressources nécessaires pour déployer l'engagement vers des acteurs qui s'incarnent comme des corps intermédiaires. En recherchant cette verticalité, sur la base des valeurs de solidarité et d'hospitalité qui ancrent leur existence dans le territoire ariégeois, les deux groupes observés parviennent à territorialiser leur engagement. Dans notre cas d'études, l'interaction avec des acteurs institués, comme la Ligue des droits de l'Homme ou bien encore Emmaüs, relève d'une forme de rationalité adaptative, qui leur permet de porter leurs valeurs à la connaissance des représentants de l'État tout en ancrant localement leur engagement. Si cette forme de rationalité adaptative n'est pas sans faire débat, car elle ouvre la possibilité d'une perte de contrôle sur le registre d'actions, elle est, à ce jour, perçue comme rétributrice. Lors de la célébration du premier anniversaire de son collectif, Annie²⁶ a pu donner sens à son engagement local dans les mots prononcés par le Secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme, invité pour l'occasion : « Accueillir, c'est réfléchir différemment à l'avenir de l'Europe. Nous, on est pour la citoyenneté de résidence. Quelqu'un qui circule a des droits ».
- 42 Pour Annie, l'expression publique des valeurs fondatrices de son engagement individuel participe d'autant plus du processus d'ancrage et d'attachement au lieu qu'il est donné en partage. La présence de représentants de corps institués (élus municipaux, conseillers départementaux) et de natifs concernés par la situation des exilés vient renforcer ce sentiment. En écho à la parole de ces acteurs, le témoignage d'une famille bosniaque, arrivée dans la région au début des années 1990, soulignant que : « Partir de chez soi, ce n'est jamais un plaisir et cela ne s'explique pas », a permis au collectif de redire avec force que l'hospitalité doit rester inconditionnelle.
- 43 Le champ de la solidarité capitalise ici dans sa capacité à inscrire son système de valeurs dans des registres d'action caractérisés par leur rationalité adaptative. La plus-value est d'autant plus forte que, dans le cadre de cette observation, nous avons pu constater la dimension singulière de l'ancrage qui s'est élaborée au fil de cette rencontre. Les échanges entre « néos », de plus ou moins longue date, et natifs ont permis de réifier une histoire locale où l'Ariège « a toujours été plus défiante contre l'État ; plus qu'ailleurs » ou bien encore « un pays de résistance où il y a toujours eu l'idée de faire avancer ses idées », tout en plaçant en arrière-plan des références au catharisme ou à l'Ariège comme terre de luttes pour les protestants. Au fil des

interventions, la fabrique de l'ancrage a permis de réinscrire « néos » et natifs dans des régimes d'historicité plus synchrones où passé et présent trouvent à définir les éléments d'un futur en commun.

- 44 Si dans le champ de la libération, du fait de la faible porosité de ses frontières, l'engagement en faveur des exilés ne trouve pas les voies d'une inscription dans des réseaux multi-niveaux²⁷, des registres d'action comme ceux mis en lumière par le positionnement de Tiziana et Frank dans le champ de l'émancipation attestent de ce fait. L'exemple de Victor²⁸ vient à nouveau souligner la préséance de l'ancrage sur l'engagement pour ce champ.
- 45 Installé depuis le début des années 1980 en Ariège, comme agriculteur engagé dans un refus de la marchandisation de l'agriculture et pour le développement de productions biologiques, Victor ancre, au fil des ans, son activité dans un ensemble de réseaux d'entraide professionnelle comme la Confédération paysanne ou bien encore l'ADEAR 09. À la suite d'une sollicitation par cette dernière dans le but d'assurer une mission de conseiller agricole auprès d'un couple de retraités, nouvellement arrivé dans la région, Victor va se voir engagé aux côtés d'une famille syrienne récemment relocalisée en France.
- 46 Suite à l'acquisition d'une propriété à la lisière de la Haute Garonne et de l'Ariège, après plusieurs années d'activités dans les réseaux culturels de la diplomatie française en Afrique, ce couple de retraités s'est donné pour objectifs de promouvoir au sein de leur domaine une coopérative dédiée à la création contemporaine d'art du continent africain ; et de mobiliser un ensemble de compétences socio-économiques en vue d'installer une exploitation agricole. Confortés dans leur idée par la volonté d'être solidaire avec la cause des exilés, ils ont donc souhaité accueillir une famille de réfugiés pour développer leur projet de valorisation des terres agricoles attenantes à leur propriété ; et dans cette perspective, trouver des soutiens via le Préfet aux réfugiés²⁹, le Conseil départemental de la Haute Garonne et l'ADEAR.
- 47 Dans son intervention comme référent agricole, Victor témoigne d'un engagement d'une réelle intensité, multipliant la mobilisation de ses compétences professionnelles et redoublant d'efforts pour asseoir les bases de ce projet d'installation agricole (suivi du projet d'exploitation, aide à la préparation des terres, appel aux dons pour l'obtention d'un cheptel de brebis...). Malgré les efforts déployés, les capacités et les attentes de la famille accueillie ont abouti à l'échec du projet d'installation. Au-delà des difficultés inhérentes à la redéfinition du choix d'installation en France opérée par cette famille, Victor a été confronté à la dimension surplombante de l'engagement en faveur des exilés développé par ce couple de retraités. S'il ne peut y avoir aucun doute sur la volonté d'accueil et d'aide offerte par ces promoteurs, l'engagement de Victor, fondé sur la richesse de l'ancrage qu'il a su développer au sein de ce territoire agricole, n'a pas su trouver les voies d'une mobilisation ou plus encore d'une capitalisation optimale dans le dialogue qui a pu être établi au fil des mois. Progressivement, l'expérience a souligné les frontières qui se sont esquissées autour de l'idée d'engagement entre le champ de la solidarité et celui de l'émancipation. Dans le cas présent, la dimension toute verticale de la mise en opération opérée par les promoteurs du projet sur la base de leur capital social, aura pu heurter l'expression d'un engagement, pensé comme l'expression des qualités d'un ancrage local. En cela, l'expérience de Victor vient mettre au jour la dimension métonymique qui peut unir ancrage et capital d'autochtonie.

Conclusion : Des manières d'habiter dans le local qui fondent de nouvelles autochtonies

- 48 Alors que 40 ans se sont écoulés depuis les enquêtes de Danièle Léger et Bertrand Hervieu et que les personnes interrogées voient pour la plupart cette période « hippie » très éloignée d'eux, nos conclusions rejoignent celles des sociologues qui avaient montré que la diversité sociale des néo-ruraux compose une galaxie de modes de vie locaux qui sont autant de modalités d'articulation entre ancrage et engagement.
- 49 Connue pour accueillir depuis plusieurs décennies une néo-ruralité dynamique, l'Ariège offre une multitude de formes d'engagement qui interrogent la pluralité des voies d'accès à l'autochtonie. L'ancien maire de Montagne, commune d'une cinquantaine d'habitants où ne réside plus aucun natif de l'Ariège, à l'origine du retour dans le domaine public de la gestion des eaux communales, est aujourd'hui l'initiateur de tests urinaires pour détecter des traces de glyphosates dans le cadre d'une lutte politico-juridique qui mobilise un réseau associatif européen. Cet exemple illustre la complexité du lien entre ancrage et autochtonie. Il montre que le pouvoir municipal n'est pas la finalité d'un engagement localisé mais qu'il constitue un levier parmi d'autres d'une action qui vise des effets au-delà du local. Mais il montre aussi que l'identité locale est façonnée par cet engagement qui rend attractif ce lieu pour des militants qui souhaitent y puiser des ressources pour actualiser leur capacité d'action.
- 50 Les trois champs identifiés donnent à voir trois modalités d'articulation différentes entre ancrage et engagement :
- La solidarité présente un ancrage qui se façonne dans l'engagement (les deux se font dans le même mouvement) avec des acteurs à l'intérieur de celui-ci qui se différencient à travers l'institutionnalisation de leur action et leur proximité avec les corps intermédiaires locaux (associations nationales et internationales de secours et d'assistances, préfecture, conseil départemental) En interne, ce champ présente toutefois une certaine hétérogénéité qui repose sur les modes d'organisation de l'action. La structuration en collectif se pose comme une revendication qui, comme nous l'indique Solange³⁰, privilégie l'horizontalité des relations sociales, repousse toute forme de hiérarchie, d'autorité au sein des acteurs. La fidélité à ses convictions est la pierre angulaire de l'engagement et le revendiquer oblige toutefois à préserver une certaine distance envers les corps intermédiaires. L'action ne saurait rimer avec distinction. Ce qui n'est pas le cas dans des structures associatives présentant une verticalité structurelle et dans lesquelles la négociation des acteurs institutionnels du droit d'asile échoit à des personnalités motrices.
 - L'émancipation, on l'a dit, où l'ancrage précède l'engagement (il le rencontre) mais de façon différenciée selon les personnes. Structuré selon un gradient qui s'étire du choix de vie (« le retour à la terre ») au respect d'un dogme (l'anthroposophie), ce champ se définit plus nettement dans l'idée que les actions portées par le sens donné à sa présence ouvrent sur un monde d'opportunités, qu'il est alors possible de saisir. L'autochtonie est ici forte d'un capital social forgé sur la reconnaissance du sens des pratiques qui définissent l'ancrage.
 - La libération, où l'engagement précède l'ancrage et l'ancrage vient désolidariser quelque part le groupe, du moins le différencier, entre ceux qui jouent le bon voisinage et la vie de village et ceux qui préfèrent cultiver l'entre-soi. La plupart des acteurs de ce champ, issus presque tous des milieux des squats et des luttes contre des projets d'aménagement, se positionnent selon un gradient qui distingue ceux qui veulent consolider et agrandir le

cercle militant et ceux qui veulent ouvrir les luttes militantes aux luttes habitantes en fédérant autour d'eux une diversité sociale et de positionnement politique qui n'existait pas initialement.

- 51 Dans les trois champs finalement, l'accès à l'autochtonie ou quelque part à une forme de notabilité hiérarchise les personnes qui parviennent à faire évoluer leur ancrage par leur engagement (émancipation) ou leur engagement par leur ancrage (solidarité et libération). Chaque champ a tendance à être distordu par un mouvement centripète qui rapproche les individus d'autorités légitimes (institutions déjà en place des corps intermédiaires) quitte à les contester, qui s'oppose à un mouvement centrifuge qui pousse les individus à créer de nouvelles entités plus en adéquation avec leurs valeurs ou leurs sphères d'engagement (associations, collectifs, constitution de listes électorales).
- 52 On pourrait donc dire que soit il y a l'investissement dans des autorités légitimes déjà en place, soit il y a des tentatives de mise en place de nouvelles autorités légitimes fonctionnant sur d'autres normes et valeurs. C'est cette dialectique de l'autochtonie qui a tendance à séparer les individus dans chaque champ et à produire des voies différenciées d'accès à l'autochtonie.
- 53 Tout ceci ne serait pas aussi complexe si les modalités d'action locale ne coexistaient avec celles d'une autochtonie traditionnelle qui dispose toujours du quasi-monopole de la gestion politique locale. Bien loin de se résumer à une expression conflictuelle ou d'ignorance, les relations avec les personnes « nées ici » sont multiformes et variées. La respectabilité par le travail est une modalité d'action récurrente que l'on a pu tout autant constater dans les champs de la libération et de l'émancipation. Dans un contexte de vieillissement démographique de la population native des lieux, les récits d'épisodes de sociabilité de bon voisinage entre « néos » et vieux voisins sont nombreux. En cela, notre étude de terrain vient éclairer différemment les modalités d'ancrage de néo-ruraux, qui dans bien d'autres cas, établissent avec les natifs une relation qui « semble davantage à l'esquive qu'aux rencontres » (Roy et al., 2005, p.57).
- 54 Ces conclusions nous sont permises par une démarche qui a surtout visé à diversifier les profils des personnes rencontrées et à les suivre dans les activités quotidiennes. Elles sont aussi des perspectives ouvertes pour comprendre comment le local se recompose socialement. Le « faire société » locale dans un territoire comme l'Ariège passe selon nous par une recomposition au sein de l'autochtonie qui combine des formes d'engagement dans des lieux et des réseaux multi-localisés. S'agissant de l'ampleur de cette recomposition, subsistent des incertitudes quant aux échéances électorales à venir et quant au devenir du champ de la solidarité dont la structuration actuelle découle d'un événement lié aux politiques migratoires européennes.
- 55 L'Ariège apparaît finalement moins comme un territoire où l'on cherche à vivre autrement (Pruvost, 2013), que comme un territoire où l'on cherche à ancrer pleinement ses valeurs d'engagement. De par sa position interstitielle, à l'écart des grands flux commerciaux et démographiques et étant peu marqué par des dispositifs de contrôle étatiques, ce territoire apparaît comme un véritable laboratoire d'expérimentations du lien entre ancrage et engagement.

BIBLIOGRAPHIE

- AUNIS, E., BENET, J., MEGE, A., PRAT, I., 2016, « Le capital d'autochtonie, un concept pour (re)penser les rapports sociaux ? », Aunis, E., Benet, J., Mège, A., Prat, I., *Les territoires de l'autochtonie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 9-20.
- BATAILLE, F., 2015, « Panorama de l'Ariège – Un département tourné vers la métropole régionale », *Insee Analyses Midi-Pyrénées*, n° 25, p. 1-4.
- BECKER, H. S., 2006, « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*. URL : <https://journals.openedition.org/sociologies/642>
- BOURDIEU, P., 2013, « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. Introduction de Patrick Champagne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 200, (p. 4-37). URL : <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2013-5-page-4.htm>
- BOURDIEU, P., 2017, *Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993*, Paris, Le Seuil, coll. « Raisons d'agir ».
- COLLECTIF, 1986, *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, Paris, Editions du CNRS.
- DEBARBIEUX, B., 2014, « Enracinement – Ancrage – Amarrage : raviver les métaphores », *L'Espace géographique*, vol. 43, n° 1, p. 68-80.
- DE LA PRADELLE, M., 1998, « Société du spectacle, approvisionnement, marchés et échanges : Les marchés et leurs échanges à Carpentras et à Barbès », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 78, p. 38-45.
- ELIAS, N. ; SCOTSON, J.L., 2008, *The established and the outsiders*, Dublin, University College Dublin Press [1ère édition 1965].
- ELISSALDE, B., 2002, « Une géographie des territoires », *L'information géographique*, vol.66, n° 3, (p. 193-205.). URL : www.persee.fr/doc/ingeo_0020-0093_2002_num_66_3_2810
- HARTOG, F., 2009, « L'autorité du temps », *Études*, vol.7, Tome 411, p. 51-64. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2009-7-page-51.htm>
- IMBERT, Ch., 2005, *Les ancrages des habitants des villes nouvelles franciliennes : des bassins de vie en construction*, Doctorat de Géographie de l'Université Paris 1, URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00012201v1/document>.
- KEUCHEYAN, R., 2019, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte.
- LACAVE, M., 1986, « Le retour au local », in Collectif, *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, Paris, Éditions du CNRS, p. 21-38.
- LEGER, D., HERVIEU, B., 1979, *Le retour à la nature : « Au fond de la forêt... l'État »*, Paris, Le Seuil, coll. « Espacements ».
- MISCHI, J., 2012, « Observer un collectif militant en milieu populaire », *Politix*, vol. 4, n° 100, p. 113-128. URL : <https://www.cairn.info/revue-politix-2012-4-page-113.htm>
- MOUILLIE, J.-M., 2012, « L'engagement, fondement et devoir de l'existence », in Blay, M. (dir.), *Grand dictionnaire de la philosophie*, Paris, Larousse et CNRS Éditions, p. 337-340.
- PRUVOST, G., 2013, « L'alternative écologique. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, n° 60, p. 36-55.

- RAFFESTIN, Cl., 1989, « Théorie du réel et géographicit  », *Espaces Temps*, né 40-41, (p. 26-31.).
URL : https://www.persee.fr/doc/espat_0339-3267_1989_num_40_1_3454
- RENAHY, N., 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, vol. 40, p. 9-26.
- RETIERE, J.-N., 2013, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 3, né 63, p. 121-143.
- RETIERE, J.-N., 2013, « Capital d'autochtonie », in Casillo, I., avec Barbier, R., Blondiaux, L., Chateauraynaud, F., Fourniau, J.-M., Lefebvre, R., Neveu, C., et Salles, D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation. URL : <http://www.dicopart.fr/it/dico/capital-dautochtonie>
- RICHARD, F., DELLIER, J., TOMMASI, G., 2014, « Migration, environnement et gentrification rurale en Montagne limousine », *Revue de géographie alpine*, Vol. 102-3. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2525> ; DOI : 10.4000/rga.2525
- RIPOLL, F., VESCHAMBRE, V., 2005, « Introduction : L'appropriation de l'espace comme problématique », *Norois*, Vol. 195, né 2, p. 7-15. URL : <http://journals.openedition.org/norois/477>
- ROY, L., PAQUETTE, S., et DOMON, G., 2005, « La campagne des n oruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique », *Recherches sociographiques*, vol. 46, né 1, p. 35-65.
- SAGNES, S., 2004, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française*, vol. XXXIV, p. 31-40.
- SENCEBE, Y., 2004, « Etre ici, être d'ici. Formes d'appartenance dans le Diois », *Ethnologie Française*, Vol. 34, né 1, p. 23-29.
- SMADJA, G., 1989, « L'innovation sociale », in Roullier, J.-E. (dir), *Villes nouvelles en France*, Paris, Economica, p. 287-295.
- THEVENOT, L., 1990, « L'action qui vient », in Pharo, P. et Quéré, L., *Les formes de l'action*, Paris Editions de l'EHESS, p. 39-69. URL : <http://gspm.ehess.fr/docannexe.php?id=554>
- TILLIETTE, B. (dir.), 1985, *Un nouvel art de ville - 8 villes nouvelles en quête d'elles-mêmes*, Paris, Autrement.
- TISSOT, S., 2010, « De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures », *Regards sociologiques*, né 40, p. 99-109.

NOTES

1.   l'instar de recherches de terrain menées par une dizaine d'équipes provinciales de 1977 à 1981 dans le cadre du programme « observation du changement social » financé par le CNRS (Collectif, 1986).
2. « De même qu'il ne suffit pas d'être enraciné, fût-ce depuis plusieurs générations, pour prétendre le détenir. Car, loin de ne dépendre que de la seule volonté des individus voire de leur seule qualité objective de natif ou de résident, le capital d'autochtonie s'apparente à un titre de dignité locale protégé.   la différence du capital scolaire conforté par le fait d'être certifié (Serre, 2012), il repose sur une notoriété seulement garantie par la réputation familiale ou individuelle, elle-même se fondant sur des expériences de dévouement ou d'engagements légitimes (pompiers volontaires, associations humanitaires, par exemple), une inscription dans des réseaux de

sociabilité professionnelle, politique, sportive, culturelle qui authentifient en quelque sorte l'intégration autant que l'adhésion aux valeurs localement prisées. » (Retière, 2013)

3. Les recherches sur lesquelles repose cet article sont réalisées dans le cadre d'un programme de recherche financé par l'ANR. Débutées au printemps 2017, les enquêtes en Ariège – l'un des trois terrains retenus dans le programme – se sont intéressées à différentes formes de présence des migrations internationales : investissement dans l'agriculture, l'artisanat ou l'hébergement touristique, investissement dans des résidences principales ou secondaires, actions de solidarités vis-à-vis des exilés en partie liées à la présence d'un CADA rural. Effectuées lors de séjours réguliers de 4 à 6 jours tous les deux mois, ces enquêtes comprennent des entretiens suivis avec les personnes rencontrées.

4. Cette caractéristique renvoie-t-elle à l'effet de l'offre de maternités présentes dans le département voisin de la Haute-Garonne, comme on pourrait l'imaginer dans les Landes, où les distances entre villes sont grandes et où le peuplement se concentre proche de la Gironde, des Pyrénées Atlantiques et du Lot-et-Garonne ? Cela n'est que très partiellement le cas dans la mesure où en 2014, plus de deux tiers des 1-4 ans de la population départementale étant nés en Ariège, les maternités du département y accueillent la plupart des naissances des habitants.

5. Les statistiques du fichier MIGCOM, établies pour 2014, ont pour référence les anciennes régions.

6. Source : Insee, fichier MIGCOM, 2014. Exploitation complémentaire. Champ : Population âgée de 14 ans et plus.

7. Pendant plusieurs années, le siège national de l'association de défense de l'Habitat Léger, Ephémère et Mobile était situé dans une petite commune de l'Ouest du département.

8. Par exemple l'association qui lutte contre la réouverture de la carrière de Sabarat (<http://quelavenirpournotrevallee.e-monsite.com/pages/quelles-consequences.html>)

9. Département où les faucheurs anti-OGM sont les plus actifs et où Dominique Masset, ancien maire de la petite commune de Montagagne a lancé une campagne nationale de dépistage du glyphosate dans les urines (<https://www.ladepeche.fr/article/2019/01/02/2933943-d-masset-porte-etendard-de-la-lutte-anti-glyphosate.html>)

10. Une école Steiner existe depuis plus de 15 ans dans une ferme Terre de liens qui attire des élèves originaires de nombreux pays.

11. Différents collectifs et associations se sont développés, notamment après la crise syrienne et le démantèlement des campements de Calais.

12. Si le capital culturel acquis par une large part des non-natifs, notamment dans le cadre d'expériences de vie à l'étranger, les amène de manière significative à s'inscrire dans les rangs des associations d'aide aux exilés, il convient néanmoins d'insister sur le fait que les personnes inscrites dans des mobilités définies comme des migrations d'aménités ou bien encore des dynamiques de gentrification rurale (Richard et al., 2014) apparaissent, à notre échelle d'observation, comme moins promptes à s'engager.

13. Né dans en 1950 à Paris et issu d'un milieu populaire, il a suivi des classes prépa avant de connaître une jeunesse bohème. Menuisier, il a connu eu une carrière de décorateur de studio télé à Toulouse. Engagé toute sa vie, ancien syndicaliste et en cours d'installation dans un village de la vallée de l'Arize (500 hab.), il milite dans un collectif d'aide aux migrants (stand dans un marché de village), distribution de nourriture, déménagements de personnes menacées d'expulsion et cours de LFE dans le CADA rural proche de chez lui.

14. « L'écrivain ne peut plus se contenter d'écrire : écrire désormais oblige » (Mouillie, 2012, p. 338)

15. Voir la note « Champ » publiée par Gisèle Sapiro, le 22 mai 2017, sur l'espace Politika. Consultée le 3 septembre à l'adresse : <https://www.politika.io/fr/notice/champ>

16. Dans l'analyse des modalités de l'engagement opérée dans cet article, l'idée d'émancipation renvoie, pour nos enquêtés, à une volonté de « retour » à la terre, de rupture avec le

consumérisme, telle que peut la définir Razmig Keucheyan (2019). Pour autant, au sein de ce champ de l'émancipation et à la différence de ses travaux, le rejet « des besoins artificiels » n'intègre pas une perspective révolutionnaire. Une partie des personnes enquêtées se rapproche plus volontiers de la sphère de la collapsologie. A notre échelle d'observation, c'est au sein du champ de la libération que s'exprime plus clairement une critique radicale et révolutionnaire de la société où le soutien aux exilés s'inscrit plus globalement dans une lutte contre la violence d'État.

17. Né en 1985, il arrive en 2016 dans un village de la vallée de l'Arize (700 hab.) en provenance de l'Aude. Il a passé une enfance périurbaine dans une agglomération des Pays de la Loire, ses parents étaient fonctionnaires. Il a connu une enfance périurbaine, il est parti tout de suite après l'obtention de son Bac S en Australie, puis a visité l'Asie. A travaillé ensuite comme roadie, voyagé en Europe et vit actuellement en couple avec une Espagnole étudiante à Toulouse. Apiculteur, il dit avoir une conscience politique très à gauche (choix résidentiel sur vote LFI). Militant dans un collectif d'aide aux migrants, il accueille des personnes d'un CADA pour apprentissage de la culture d'un potager.

18. Né en 1946 à Casablanca, il a passé une partie de son enfance en Touraine. Toulousain depuis 1984, il a depuis 2012 une résidence secondaire dans un village d'une vallée couserannaise (300 hab.). Diplômé d'une grande école d'ingénieur, il a fait carrière dans l'entrepreneuriat. Après avoir divorcé à 38 ans, avant de s'installer à Toulouse, il se remarie en 2004 avec une Européenne du Nord. Marc a connu quelques déboires avec ses associés au cours de sa carrière. Il adhère à un club d'entrepreneurs qui développe des activités caritatives. Parallèlement, il s'est engagé avec son épouse dans une association de soutien aux exilés, par « fraternité » humaniste et parce qu'il considère que d'un point de vue économique, la France a besoin de migrants. A accueilli un jeune réfugié syrien chez lui à Toulouse et a acheté une maison dans un village montagnard pour loger des familles de déboutés du droit d'asile.

19. Noah vit dans un bourg du piémont (650 hab.). Elle a passé son enfance à Montpellier, a suivi école d'arts appliqués à Bruxelles (Bac+2), où elle rencontre son compagnon qui est un musicien libanais. Le couple s'installe en 2009 à Toulouse, où Noah travaille dans l'éducation populaire. Une partie de ses amis vivent dans l'Ariège où elle s'installe en 2016. Elle a monté un bar en SCOP, elle est particulièrement tournée vers l'organisation de concerts et d'exposition.

20. Editeur dans un village de la vallée de l'Arize, Gaspard est né en 1977 dans la région Centre. Il passe sa jeunesse à Paris, où il consacre une grande partie de son temps au militantisme, notamment dans l'aide aux prisonniers. Fatigué de la vie parisienne, il s'installe en 2009 dans le cœur d'un village de la vallée de l'Arize (1 200 hab.) avec une dizaine d'amis. Décrivant son arrivée dans le village comme « un truc un peu vital » même si « ses idées, on les apporte au village », il n'a cessé de participer à diverses luttes localisées, échappant souvent au clivage « néos »/« autochtones », comme dans le cas d'une lutte contre l'installation d'un parc d'éoliennes où il a milité avec des chasseurs du village. Se distinguant très fortement du champ de l'émancipation, son positionnement est très critique vis-à-vis du milieu « alternatif », qu'il trouve trop dépolitisé. D'autres amis proches de Gaspard cultivent en revanche un plus grand entre soi dans l'expression de leur engagement.

21. Nés en 1959 et 1964 en Suisse, Frank et Tiziana sont respectivement arrivés en Ariège en 1988 et 2006. Ils vivent dans une ferme isolée en haut d'une colline du piémont. Ils ont tous deux fait des études assez courtes, d'agriculture pour Frank, de boulangerie pour Tiziana. Frank est arrivé en Ariège avec d'autres suisses et hollandais : ils ont acquis un domaine, ont développé la biodynamie et ont fondé une école Steiner. Frank l'a quitté peu avant de rencontrer Tiziana en 2006, qui avait vécu dans plusieurs régions françaises en étant paysanne boulangère. Agriculteurs en biodynamie, ils se sont engagés dans l'aide à la conversion à l'agriculture biologique. Tiziana est engagée un peu malgré elle dans le conseil municipal de sa commune (moins de 150

habitants). Leur ferme accueille beaucoup de personnes de passage : woofeurs, porteurs de projet d'installation, amis d'amis, etc.

22. Luc et Sophie sont nés en 1972 et 1962, ils ont acquis en 2017 une maison isolée d'un bourg de piémont (1200 habitants). Luc passe son enfance en Normandie, obtient un BTS hôtellerie/management et entreprend une carrière de maître d'hôtel dans des palaces tout cultivant le projet d'être berger. Il fait beaucoup de voyages, découvre le magnétisme en Australie, rencontre Sophie (Suisse, qui avait déjà deux filles) au Tibet. Tous deux se forment à la médecine tibétaine. Installés dans le Tessin depuis la fin de la décennie 2000, ils ont eu quatre enfants. Leur projet, encore incertain, est de créer un éco-domaine (culture bio, accueil de séminaires de formation en médecine tibétaine, projet d'éducation alternative). Leur engagement se situe avant tout dans l'éducation alternative et la promotion de la médecine tibétaine.

23. Cette citation renvoie à la définition de l'appropriation de l'espace offerte par Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre dans *Hypergéô* : URL : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article602>

24. Née en 1965 en Franche-Comté, Isabelle s'installe en 2009 dans un village de moyenne montagne, ouest du département (300 hab.) Issue d'un milieu ouvrier, titulaire d'une maîtrise en aménagement du territoire, elle a vécu dans le Jura et les Alpes. Elle est arrivée en Ariège suite à une remise en couple. Devenue professeur de yoga, elle évoque son engagement auprès des exilés, qui s'est traduit par la présidence d'une association d'aides aux migrants, comme quelque chose de plus spirituel que politisé qui est apparu suite au conflit syrien.

25. Durant deux années, Sylvie a participé à l'équipe de bénévoles de l'épicerie solidaire citée plus haut.

26. Annie est née en 1947 en Ariège où elle est revenue passer sa retraite en 2014 (à Pamiers). Elle a passé son enfance dans la région de Saint-Girons jusqu'au Bac, a suivi des études de médecine en banlieue parisienne où avaient vécu ses grands-parents, puis ouvre un cabinet de généraliste dans leur maison, où elle a exercé jusqu'à sa retraite. Elle a été très impliquée dans sa carrière, notamment dans les luttes pour IVG et dans la médecine du travail (maladies liées à l'industrie). Elle est aujourd'hui très investie dans le soutien aux migrants et ne manque jamais de rappeler le périple de son grand-père italien qui l'a mené en Ariège.

27. Le collectif qu'a co-créé Gaspard a participé à un réseau de militants impliqués dans le suivi des migrants après le démantèlement du camp de Calais. Ce réseau a pu suivre les autocars qui ont acheminé les migrants vers divers centres d'accueil et d'orientation en France (CAO). Après l'arrivée des premières personnes, ils ont investi un CAO du nord de l'Ariège en informant les migrants sur leurs droits et le devenir d'autres migrants déplacés de Calais.

28. Victor vit depuis 1983 dans une ferme isolée dans une commune de la vallée de l'Arize (250 hab.). Originaire de la région parisienne, il s'installe à Toulouse en école d'ingénieur agronome avant d'obtenir en 1975 un doctorat en écologie. Il travaille en bureau d'études à Toulouse avant de s'installer en Ariège. Eleveur ovin à la retraite depuis 2017, il a connu divers engagements associatifs au cours de sa vie, notamment au sein de la Confédération paysanne 09. Il a récemment participé à un projet d'installation dans l'agriculture de réfugiés syriens. Son épouse est impliquée dans le soutien aux migrants (FLE en CADA et accueil de jeunes).

29. Préfet chargé de la mission de coordination pour l'accueil des réfugiés syriens et irakiens auprès du Directeur général des étrangers en France (période 2015-2017).

30. Solange est née en 1946 dans les Deux-Sèvres. Elle s'installe en 1986 dans un village de la vallée de l'Arize (500 hab.). Elle a été enseignante avant de suivre une formation en ingénierie. A rapidement travaillé à Toulouse comme ingénieur en mécanique. Elle dit avoir été marquée par la 1ère Guerre du Golfe ainsi que par le mouvement des sans-papiers de 1996. Se mobilise dès le début de la « crise migratoire » de 2015 et relie cet engagement au fait que ses parents étaient résistants.

RÉSUMÉS

Cet article entend tester l'hypothèse de la coexistence de plusieurs régimes d'autochtonie sur un même territoire. Cette hypothèse est testée en Ariège, à partir d'une analyse du lien entre ancrage et engagement. Une forme d'engagement a retenu plus spécifiquement notre attention : la mobilisation pour l'aide aux exilés. Pour mener à bien l'esquisse de ces formes de mobilisation territorialisées, le propos s'appuie sur une enquête en cours, engagée depuis 2016 dans le cadre du projet ANR Camigri. Le matériau de recherche mobilisé comprend 25 entretiens semi-directifs réalisés auprès d'une diversité d'acteurs, auxquels vient ajouter l'observation récurrente d'assemblées générales de collectifs en faveur de l'accueil des exilés. L'ensemble de ces éléments sont présentés en deux temps : à l'exposé des caractéristiques sociodémographiques de cette population « néo-pyrénéenne » succède une réflexion autour de la fabrique de l'ancrage à la lumière des lieux (marchés, épiceries et bars associatifs) et des registres d'action mobilisés par les acteurs des réseaux d'aide aux exilés. Les auteurs proposent d'éclairer les qualités et les spécificités de cet engagement en les réinscrivant dans une théorie du champ où solidarité, émancipation et libération définissent des dimensions de l'espace social des ancrages mis en œuvre par ces néo-ruraux. Ces trois dimensions prennent une grande visibilité dans les marchés où chaque nouvel arrivant peut se faire connaître et reconnaître. Les auteurs souhaitent souligner l'une des traductions possibles de la lecture des effets politiques et des ressorts sociologiques de ces ancrages, qui dessinent des modalités de création de liens sociaux variées au sein d'un territoire rural.

In this article, we test the hypothesis of the coexistence of several autochthonous regimes within the same territory – specifically that of Ariège Department in southwest France – based on an analysis of the link between “anchoring” and “engagement.” We focus in particular on a specific form of engagement: the mobilization of aid for refugees. However diverse – and conflictual – it may be, engagement reveals both the spatial extent of the networks of involved actors and a specific relationship to the place of the latter, often from “neo-Pyrenean” environments and having acquired over the course of their lives cultural, economic, and activism capital, which they reinvest in their actions. To gain a deeper understanding of these forms of territorialized mobilization, we rely on responses to an ongoing survey begun in 2016 within the framework of the French National Research Agency (ANR) CAMIGRI project. We utilize, in particular, 25 semi-structured interviews conducted with a variety of actors, as well as regular observations of the general meetings of associations supporting the welcoming of refugees. We first discuss the socio-demographic characteristics of this “neo-Pyrenean” population, followed by a reflection on the construction of an “anchoring” in light of the places (markets, grocery stores, community cafes) and actions mobilized by the actors of refugee aid networks. These first survey results allow to shed light on the qualities and specificities of such engagement through the lens of a field theory where solidarity, emancipation, and liberation define the dimensions of the “anchors” implemented by these neo-rural actors. Such dimensions become particularly visible in the markets where each neo-rural dweller can be introduced and recognized. Finally, we endeavor to highlight one possible interpretation of the political effects and sociological drivers of these anchors, which represent various forms of social ties within a rural area.

INDEX

Keywords : Ariège, neo-rural dwellers, mobilization, engagement, asylum seekers, field theory, autochtony

Mots-clés : Ariège, néo-ruraux, mobilisation, engagement, demandeurs d'asile, théorie du champ, autochtonie

AUTEURS

WILLIAM BERTHOMIÈRE

UMR PASSAGES – Pessac, CNRS william.berthomiere@cnrs.fr

CHRISTOPHE IMBERT

UMR IDEES, Université de Rouen christophe.imbert@univ-rouen